

Sommaire

Edito	2
Revue de presse	4
Les activités de l'ADEC-NS.	5

Ouvrez ce document sur votre lecteur PDF
pour accéder au contenu interactif



Edito par Jean-Pierre Cordier, Vice président du Global Compact



«Les ODD : nouvel agenda de la responsabilité sociétale»

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) constituent, sans nul doute, le nouvel agenda en matière de responsabilité sociétale pour les entreprises (RSE). Après trois années de consultation avec l'ensemble des parties prenantes – pays membres, collectivités territoriales, secteur privé et société civile –, le Sommet des Nations unies de septembre 2015 pour le développement durable réunissant 193 chefs d'État et de gouvernement a marqué l'aboutissement de ce vaste processus, particulièrement inclusif. Ce projet, constitué de 17 Objectifs de développement durable et leurs 169 cibles ou «sous-objectifs», ambitionne de transformer nos sociétés en éradiquant la pauvreté et en assurant une transition juste

vers un développement durable. Dans leur résolution du 25 septembre, les Nations Unies déclarent : « Nous sommes déterminés à prendre les mesures audacieuses et porteuses de transformation qui s'imposent d'urgence pour engager le monde sur une voie durable, marquée par la résilience. Et nous nous engageons à ne laisser personne de côté dans cette quête collective. » 5 piliers sont au centre de cet agenda, les 5 « P » : « Personnes, Planète, Paix, Prospérité, Partenariat ».

Les ODD ou Agenda 2030 se caractérisent également par la reconnaissance des liens intrinsèques entre les différentes thématiques : chaque objectif intègre dans ses cibles des liens avec les autres objectifs pour rompre avec la logique de cloisonnement et adopter une démarche véritablement transversale. Les ODD couvrent l'ensemble des enjeux du développement durable, au Nord comme au Sud. Ainsi, adossés aux objectifs généraux de réduction de la pauvreté, figurent des objectifs en matière de préservation de l'environnement ou d'égalité entre les sexes par exemple. L'Agenda 2030 est accepté par tous les pays et applicable à tous, compte tenu des réalités, capacités et niveaux de développement de chacun et dans le respect des priorités et politiques nationales. Cet agenda ambitieux à horizon 2030 va influencer l'ensemble des institutions internationales à travers le monde, et chaque pays devra se doter d'un plan national. Tous types d'acteurs devront jouer un rôle pour contribuer à son succès. De par ses 10 principes universellement reconnus, le Global Compact initie et structure l'engagement des entreprises, c'est le point de départ pour celles qui souhaitent contribuer aux ODD.

En cette année 2017, plusieurs entreprises grandes comme moyennes ont déjà revu leur stratégie RSE à l'aune des ODD avec une modification de leur reporting et la redéfinition de leurs priorités. Les ODD sont aussi l'occasion pour les entreprises de mesurer leur empreinte sur les sociétés et de nouer des partenariats pour un avenir plus durable. C'est le sens de la nouvelle plateforme en ligne d'échanges et d'engagement mise en place par le Global Compact France, baptisée Global Impact+, qui souhaite faire des ODD une réalité en action.

Ainsi, des instituts de recherche éminents comme l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) de Sciences Po Paris a déjà noté la mobilisation du secteur privé en faveur des ODD car ceux-ci : « pourraient constituer un langage commun entre l'entreprise et ses parties prenantes : pouvoirs publics, fournisseurs, syndicats, ONG, consommateurs, etc. Si ce langage commun se traduit dans une grille d'évaluation commune, un fournisseur serait dès lors confronté aux mêmes critères qu'il ait pour client telle ou telle entreprise privée ou telle entité publique (gouvernement, collectivité locale). Les ODD peuvent-ils s'imposer comme un standard d'évaluation commun ? ».

Si le secteur privé français semble avoir pris la pleine mesure des ODD, nous observons une mobilisation plutôt faible de nos institutionnels sur ce thème. En effet, contrairement à l'Allemagne ou à la Norvège où l'Agenda 2030 est porté au plus haut niveau de l'État, le gouvernement n'a pas encore entrepris d'action forte de promotion et de mise en œuvre des ODD. De même, une partie de la société civile apparaît peu mobilisée par la thématique. Nous enjoignons donc tous les acteurs à se saisir des ODD qui sont une formidable opportunité de transformer le monde.

Quoiqu'il en soit, nous continuerons au Global Compact France à creuser notre sillon en faveur des ODD, à nouer des partenariats et construire des ponts pour faire vivre cet avenir durable car 2030 c'est déjà demain.

Jean-Pierre Cordier
Vice-Président du Global Compact France



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



A propos du Global Compact France

Le **Global Compact des Nations Unies** rassemble entreprises, organisations, agences des Nations Unies, monde du travail et société civile autour de dix principes universellement reconnus pour construire des sociétés plus stables et inclusives. Ces principes fournissent une feuille de route pour les organisations qui souhaitent faire progresser leur démarche de responsabilité sociétale et soutenir les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies. Cadre d'engagement volontaire, référentiel international, plateforme d'action et d'échanges, le Global Compact est la plus large initiative mondiale en matière de responsabilité sociétale avec 12 000 participants dans 170 pays.

Relais local officiel en France, le **Global Compact France** rassemble 1 100 entreprises et 100 organisations à but non lucratif. Le réseau français offre à tous un lieu d'échange stimulant pour initier, développer et partager leurs démarches de responsabilité sociétale. Après s'être largement mobilisée dans la lutte contre le changement climatique, l'association s'est donnée pour mission d'initier un mouvement national favorisant l'intégration de la responsabilité sociétale et des 17 ODD par les petites et moyennes entreprises françaises, notamment au travers de son Tour de France PME.

Site internet : www.globalcompact-france.org

Global Impact+ : <http://actions.globalcompact-france.org>

Finance



La finance alternative a plus que doublé en 2016. Le crowdfunding (financement participatif par la « foule »), mode alternatif de levée de fonds, s'installe dans le paysage financier. Les montants collectés sur les plateformes françaises ont augmenté de 112%, (628,8 millions d'€). 21 375 projets ont été financés ainsi l'an dernier. En parallèle, le nombre d'actionnaires individuels a chuté considérablement en 10 ans, passant de 7 à 3 millions. Les moins de 34 ans sont majoritaires sur ces plateformes digitales, accessibles, parlant aux générations les plus jeunes.

La Tribune

Environnement



L'Occitanie, première région d'Europe en Energie Positive. Le but de la ville de Toulouse pour 2017 est de produire autant d'énergie qu'elle en consomme. Voici le projet de transition écologique. Durant l'année 2016, l'Occitanie a soutenu 339 Projets d'énergies renouvelables. Toulouse souhaite aujourd'hui développer l'économie circulaire qui permet de réconcilier la croissance économique et l'environnement.

La Dépêche

Innovation



La question de l'encadrement juridique de la robotique divise. Le parlement européen vient d'approuver, le 16 Février, les recommandations du rapport de Mady Delvaux sur les règles de droit civil à appliquer à la robotique. Certains dénoncent une législation trop bridante, qui risquerait de bloquer le développement de la robotique, tandis que les juristes s'inquiètent de l'apparition d'un flou juridique causé par l'absence de supervision humaine. A la Commission Européenne de trancher, en acceptant ou en refusant cette initiative législative.

Usine Nouvelle

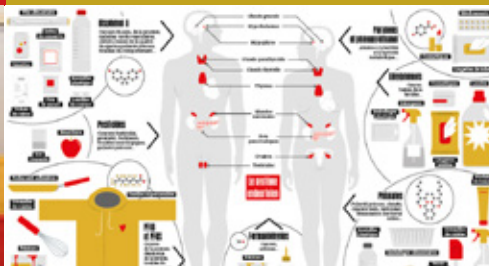
Economie



Foster, un financement pour les TPE et PME. Foster est un nouveau fond européen qui a pour but d'aider des petites et moyennes entreprises dans un grand nombre de secteurs de l'agriculture à l'industrie. Une nouvelle façon pour l'Union Européenne de soutenir la région. Foster est doté de 113 millions d'euros pour accompagner environ 5000 entreprises qui ont entre 10 et 250 salariés. Plusieurs régions européennes pourraient également suivre le mouvement.

Touleco

Santé



Les perturbateurs endocriniens: urgence sanitaire dans nos placards. Cosmétiques, produits d'hygiène, matières plastiques ou encore résidus de pesticides dans nos assiettes, ces substances chimiques susceptibles de modifier le système hormonal sont à peu près partout. Mardi 28 Février, la Commission européenne a soumis une nouvelle fois au vote sa définition des perturbateurs endocriniens (PE). Le but : mettre en place la première réglementation au monde sur le sujet, car l'utilisation des PE n'est pour l'instant, nulle part encadrée.

Libération

Transport



En 2017, Toulouse va mettre en place un nouveau plan pour les transports en commun et un schéma routier afin de désengorger la ville. L'objectif : couvrir 70% des emplois du bassin toulousain en transports publics d'ici 2030. Un nouveau schéma routier va être fixé par Toulouse Métropole. Tisseo entame également de nombreuses réalisations : la troisième ligne de métro de Colomiers à Labège, le doublement de la capacité de la ligne A du métro, un téléphérique urbain, ainsi que dix nouvelles lignes de bus rapides dits Linéo.

Actu Cote Toulouse

Le Mexique

Au cours du mois de Mars, l'ADEC-NS a le plaisir de recevoir le Conseiller Economique du Mexique, Monsieur Guillermo Garza Garcia dans le but de présenter les opportunités économiques et culturelles de son pays avant la venue de Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur.

Nous avons souhaité vous fournir un certain nombre d'indications concernant ce pays aux multiples attraits en vue coopérations ultérieures.

Le Mexique est la 15ème puissance mondiale et la 2ème puissance en Amérique Latine. Le pays a un PIB en 2015 de 1 144 milliard de Dollars et une population de 127 millions. L'économie repose sur 3 différents piliers qui sont : le monde pétrolier, le pays est le 10ème producteur mondial de pétrole, l'entreprise Pemex est l'une des plus importantes entreprise publique de pétrole en Amérique Latine. Consécutivement à la chute du prix du baril, l'entreprise a perdu 30.3 milliards de dollars en 2015 et la hausse des impôts dus à une réforme fiscale n'a pas aidé l'entreprise. Néanmoins, les 145000 employés n'ont pas été touchés par cette crise. Au vue des problèmes concernant l'emploi que connaît le Mexique c'est une chance pour ces travailleurs ne pas avoir connu le licenciement alors que Pemex a divisé par deux sa production en une dizaine d'années.

Le second pilier de l'économie est l'industrie qui représente à elle seule 37% du PIB et emploie 24% de la population active. Les principales industries sont dans l'automobile, l'agroalimentaire, l'industrie lourde (béton par exemple) ainsi que dans les nouvelles technologies. Et enfin le dernier pilier économique est le tertiaire qui représente 60% du PIB et emploie 52% de la population active. Le Tourisme lui, représente seulement 8% du PIB et emploi environ 5 millions de personnes.

Le Mexique connaît une croissance de 2.5 en 2015, ce qui est une croissance relativement intéressante. Cependant les recettes publiques sont faibles, notamment liées à la chute du prix du pétrole. Le gouvernement mexicain compte en 2017 poursuivre une politique budgétaire assez prudente en raison de la faiblesse des recettes dans le domaine de l'énergie. Le gouvernement étudie également l'idée d'une loi de responsabilité fiscale pour les Etats locaux, qui prévoirait des contraintes sur les émissions de dettes (seul l'investissement public serait possible désormais). Cette procédure viserait à limiter le recours à l'endettement.

Par ailleurs, le Mexique connaît des problèmes assez inquiétants concernant les infrastructures et l'éducation. Mais ce qui inquiètent le plus la population est l'insécurité omniprésente et les influences que peuvent avoir les cartels de drogue. Néanmoins le Mexique possède de nombreux atouts qui lui confère un attrait concernant les investissements étrangers. En effet, il est en Amérique latine, un important destinataire d'investissements étrangers. Ces investissements sont essentiellement en provenance des Etats Unis. Le Mexique dépend énormément de son voisin nord américain dans le domaine du commerce, 80% des exportations lui sont destinées. Les investissements sont principalement américains, l'aide militaire également et enfin le pays est dépendant en matière de renseignement dans la lutte contre ces cartels de drogue. De par sa situation géographique privilégiée avec les Etats Unis, le Mexique en devient totalement dépendant. C'est pourquoi dans le but de sortir d'une relation trop exclusive avec les Etats Unis, le Président Pena Pieta souhaite se tourner vers de nouveaux partenaires tels que l'Union Européenne ou l'Asie. Par ailleurs avec l'arrivée au pouvoir de Monsieur Trump ; les relations autant commerciales que diplomatiques risquent d'être chamboulées avec le protectionnisme souhaité par le Président.

Pour ce qui est de l'année 2017, la croissance risque de stagner et rester assez faible car l'avenir reste incertain en raison de la volonté de construction d'un mur à la frontière mexico-américaine et l'expulsion des 12 millions de mexicains vivants légalement sur le territoire américain. Néanmoins, le Mexique fait également parti de l'ALENA, de l'OCDE ainsi que du G20 ; ce qui lui apporte une certaine notoriété sur la scène internationale. Enfin, le Mexique et la France ont des relations privilégiées depuis un long moment. Les deux pays ont une vision similaire en ce qui concerne la régulation financière, le protectionnisme, la lutte contre l'évasion fiscale et le développement en général. Ce qui fait de la France un partenaire essentiel pour le Mexique.

La Roumanie

L'ADEC-NS accueillera durant le mois de Mars, Son Excellence Monsieur l'Ambassadeur de Roumanie, Monsieur Luca Niculescu, afin de présenter les opportunités économiques et culturelles de son pays. Nous vous transmettons plus d'informations sur ce pays au potentiel souvent méconnu, qui connaît un développement rapide.

La Roumanie, état d'Europe du Sud-est, est le septième pays le plus peuplé de l'Union européenne, avec 19 247 252 habitants. Son PIB en 2015 est de 160.3 milliard d'Euros. Sa monnaie est le leu roumain (RON) 1 RON =0,221EUR. Après son adhésion à l'Union européenne en janvier 2007, la Roumanie a commencé une nouvelle phase de croissance économique grâce à de nombreux investissements étrangers. Le PIB a cru à un rythme régulier, et la classe moyenne s'est développée. Le taux de chômage, relativement bas avant la crise économique, a augmenté depuis 2008 pour se situer à 6.9% en 2015. La Roumanie, deuxième pays le plus dynamique de la région après la Pologne, affiche l'une des dettes publiques les plus basses de l'Union européenne.

L'agriculture représente 3% du PIB de la Roumanie et emploie 25% de la population active du pays. Or la production reste très faible par rapport à la capacité potentielle du pays, à cause d'un retard en matière d'équipements. Aussi, l'industrie forestière se développe très rapidement, environ 25% du pays est couvert par la forêt (en particulier autour de la Transylvanie). Le secteur industriel, environ 35% du PIB, emploie près d'un tiers de la population active. De nombreux investisseurs étrangers ont investi dans l'industrie lourde (métallurgie, acier), la fabrication de pièce de véhicules, de construction, et de textiles. Le secteur de la technologie connaît une croissance considérable en raison de l'émergence d'une main d'œuvre hautement qualifiée, dont le coût est inférieur à la moyenne européenne. L'économie de la Roumanie est principalement centrée sur les services, représentant 60% du PIB, et employant environ 45% de la population active du pays. Le tourisme est en plein essor. Cependant, l'infrastructure laisse souvent à désirer ; le pays doit améliorer le confort des infrastructures et d'une manière générale la qualité de ses équipements touristiques.

La Roumanie présente un taux de dépendance énergétique de 22.7% : le pays possède d'importantes ressources en gaz et en pétrole. Le secteur des énergies renouvelables est plus que jamais au centre des préoccupations, en raison de son poids économique et du potentiel présent en Roumanie. En effet, son objectif d'assurer 38% de sa consommation brute d'électricité par des sources d'énergies renouvelables en 2020 devrait être atteint sans difficulté, car la Roumanie possède des conditions naturelles particulièrement adéquates (ressources, géographie, climat, relief).

Malgré un potentiel important, la Roumanie reste l'un des pays européens les plus pauvres, avec un taux de pauvreté de l'ordre de 6%. L'économie informelle du pays reste importante en 2015. Du fait de la crise financière, la Roumanie a subi un fort ralentissement de l'activité économique, et des difficultés de financement ont obligé la Roumanie à faire appel aux bailleurs de fonds internationaux (FMI, commission européenne, et banque mondiale). Toutefois, grâce à une hausse des investissements étrangers de 60% en 2015, une croissance économique de 3.9% est prévue pour 2016. La Roumanie maintient son objectif d'intégrer la zone euro en 2019. La rencontre avec l'ambassadeur permettra à l'ADEC-NS de renforcer et de faciliter les échanges de la Roumanie avec la France, et de rendre possible de nouvelles coopérations.

*ADEC-NS BP 24219 – 31 432 Toulouse – CEDEX 4
Tél :+33 (0)5 67 16 15 16 – mail : communication@adecns.fr
Télécopie :(0)5 61 39 89 34 – site : www.adecns.fr*